

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

SEULE LA CLASSE OUVRIÈRE PEUT S'OPPOSER À LA GUERRE

L'intervention militaire massive des grandes puissances contre les Serbes en ex-Yougoslavie vient de démasquer une fois encore le vrai visage de ce «nouvel ordre mondial» que la classe dominante nous avait promis au lendemain de l'effondrement du bloc de l'Est : l'ouverture d'une ère de chaos où les massacres ne peuvent qu'engendrer des massacres encore plus sanglants, où les accords de «paix» ne peuvent que préparer une nouvelle reprise des conflits guerriers. Il n'y a aucune illusion à se faire : le nième «accord de Genève» signé le 8 septembre dernier de même que l'arrêt des bombardements de l'OTAN sur les positions serbes n'est qu'une étape dans le déchaînement inéluctable de la barbarie en ex-Yougoslavie.

Aujourd'hui, le rapprochement des zones de conflits guerriers aux portes de l'Europe occidentale (à 600 kilomètres de l'Allemagne, le pays le plus avancé d'Europe), révèle l'extrême gravité de la situation historique mondiale.

Même si la bourgeoisie des grandes puissances n'est pas en mesure d'enrôler les prolétaires sous l'uniforme pour défendre ses intérêts impérialistes dans

les Balkans, même si une troisième guerre mondiale n'est pas à l'ordre du jour, l'enfoncement du capitalisme dans le chaos et la décomposition comporte le risque, à terme, de destruction de l'humanité.

Cette situation constitue un appel au prolétariat mondial, et plus particulièrement à celui des grandes concentrations industrielles d'Occident. La classe ouvrière est en effet la seule force de la société capable de mettre fin à la logique meurtrière du capitalisme.

Mais ce ne sont pas les prolétaires embrigadés dans de prétendus massacres «inter-ethniques» comme dans l'ex-Yougoslavie qui peuvent mener le combat contre la guerre impérialiste. Ces bataillons périphériques du prolétariat mondial sont beaucoup trop faibles pour avoir la force de lutter contre la barbarie du capitalisme, de transformer la guerre impérialiste en guerre de classe en retournant les armes contre leur propre bourgeoisie.

La clef de la situation mondiale, c'est la classe ouvrière des pays centraux qui la détient entre ses mains. Elle seule peut, par le développement de ses combats de classe, ouvrir une perspective d'avenir pour l'humanité en entraînant

dans son sillage le prolétariat des pays périphériques (voir article page 8). Ces potentialités révolutionnaires du prolétariat des pays situés au cœur du capitalisme, il les puise dans sa longue expérience historique, sa force numérique, sa concentration, sa capacité à s'affronter à la bourgeoisie la plus puissante du monde. C'est justement parce qu'il a su manifester cette force, à travers le développement de ses luttes depuis la fin des années 60 que la bourgeoisie n'a pas été en mesure de l'embrigader derrière les drapeaux nationaux dans une troisième guerre mondiale à l'époque où les deux blocs impérialistes, celui de l'URSS et des Etats-Unis étaient face à face.

C'est parce que les prolétaires des pays d'Europe occidentale ont été capables de développer leurs combats contre les effets de la crise économique, parce qu'ils ont affirmé leur détermination à résister à la logique du capitalisme sénile, que la bourgeoisie n'a pu leur imposer le sacrifice ultime de leur vie.

Aujourd'hui, l'enfoncement du mode de production bourgeois dans une crise économique sans issue reste le meilleur allié de la perspective révolutionnaire

du prolétariat. L'aggravation catastrophique de la misère ouvrière dans les pays centraux, résultant de l'effondrement irrémédiable de l'économie mondiale, porte avec elle la perspective d'un redéploiement des combats de classe. Dans les mois et les années à venir, les prolétaires des pays occidentaux seront nécessairement amenés à développer leurs luttes contre la misère, le chômage massif, pour défendre leurs conditions d'existence et l'avenir de leurs enfants. Et c'est à travers le développement de ses luttes contre les attaques économiques que le prolétariat d'Europe occidentale pourra prendre conscience de sa force gigantesque, seule capable de freiner les menées guerrières de la bourgeoisie. Le combat massif et uni des masses exploitées des pays centraux du capitalisme constitue l'unique moyen de lutter efficacement contre la guerre. C'est la seule solidarité qu'elles puissent aujourd'hui apporter à leurs frères de classes dans les Balkans comme dans les autres zones de conflits guerriers.

Face à la gravité des enjeux de la situation mondiale, les ouvriers des pays d'Europe occidentale ne peuvent

rester indifférents. En ex-Yougoslavie, ce sont des dizaines de milliers de prolétaires qui sont massacrés, poussés à l'exode massif, embrigadés dans des combats fratricides pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

La classe ouvrière ici doit surmonter le sentiment d'impuissance que cherche à lui inoculer la classe dominante. Elle ne doit pas se laisser bercer par les chants de sirène des pacifistes de tout bord : ces «bonnes âmes», gens de gauche, intellectuels, artistes ou curés, ne sont que des va-t-en guerre comme les autres; ils sont les complices des grands gangsters impérialistes qui ne parlent de «paix» que pour mieux déchaîner la guerre.

Les prolétaires ne peuvent mener le combat contre la guerre qu'en restant fermement sur leur propre terrain de lutte contre leur condition misérable de classe exploitée. C'est uniquement sur ce terrain qu'ils pourront retrouver confiance en leur propre force. Et ils ne pourront y parvenir qu'en se préparant dès à présent à reprendre le chemin de la lutte face aux attaques incessantes de la bourgeoisie.

Camille (24/9/95)

EX-YOUGOSLAVIE

Les grandes puissances au premier rang de la barbarie impérialiste

Le mythe que la guerre et la barbarie qui se déchaînent dans l'ex-Yougoslavie depuis quatre ans serait une simple affaire d'affrontements interethniques entre cliques nationalistes locales est démenti de façon cinglante par la réalité.

Le bombardement intensif pendant quinze jours des positions serbes autour de Sarajevo et des autres «zones de sécurité» constitue le plus important engagement militaire de l'OTAN en Europe depuis sa création en 1949.

Comme lors de la guerre du Golfe, les médias osent nous parler cyniquement de guerre propre, de «frappes chirurgicales». Il faudra des mois ou des années pour lever un coin du voile sur l'ampleur et l'horreur que représentent pour la population ces nouveaux massacres perpétrés par les nations les plus «démocratiques» et «civilisées».

L'assourdissant battage idéologique des médias selon lequel les bombardements de l'OTAN auraient permis d'aller vers un règlement du conflit yougoslave, de «faire un pas vers la paix», est un tissu d'odieuses mensonges. Tout au contraire, cette nouvelle démonstration de force, quatre ans après la guerre du Golfe, est la manifestation d'une fuite en avant dans la militarisation du système capitaliste dans son ensemble et de son enfoncement dans la barbarie guerrière.

Ce sont les grandes puissances qui n'ont cessé de pousser depuis quatre ans leurs pions les uns contre les autres sur l'échiquier yougoslave. C'est là l'expression de leurs moeurs de gangsters qui règlent leurs comptes en défendant leurs intérêts les plus sordides.

C'est la bourgeoisie américaine qui avait besoin de frapper un grand coup pour réaffirmer son rôle de gendarme du monde. Il lui fallait en particulier porter un coup d'arrêt à tous les stratagèmes guerriers et toutes les manigances diplomatiques du couple franco-anglais avec la Serbie (1).

Les étapes de l'offensive américaine

Comme nous l'avons déjà mis en évidence, dans une première phase, «elle s'est retrouvée contrainte, pour sortir de l'impasse et se remettre en selle au centre du jeu impérialiste, en conservant un rôle de premier plan, de s'appuyer sur la partie la plus forte, la Croatie et de s'allier conjoncturelle-

ment avec son plus dangereux grand adversaire impérialiste, l'Allemagne, en favorisant les intérêts les plus véritablement antagoniques à ceux des Etats-Unis» (2). Pour cela, la bourgeoisie américaine a recouru aux mêmes méthodes crapuleuses que leurs adversaires, utilisant avec le même cynisme les populations civiles prises en otages. C'est ainsi qu'au même moment, pour couvrir l'offensive croate en Krajina, les Etats-Unis inondaient les médias de photos prises par satellite montrant de la terre fraîchement remuée, supposées révéler l'existence de charniers, oeuvre des troupes serbes.

En passant à la deuxième phase, diplomatique, l'émissaire américain court-circuitait une nouvelle fois la France et la Grande-Bretagne, seuls interlocuteurs accrédités par la Serbie parmi les puissances occidentales depuis trois ans, en allant négocier directement à Belgrade avec Milosevic. Cependant, les Etats-Unis prenaient le risque de se déconsidérer en mettant en avant un «plan de paix» qu'ils rejetaient catégoriquement quelques mois auparavant. C'était un véritable poignard planté dans le dos par ses alliés, qui ne pouvait que susciter l'hostilité du président bosniaque Izetbegovic. C'est ce qui a poussé la France et la

Grande-Bretagne, alliés patentés de Milosevic, à se présenter comme les grands et indéfectibles défenseurs de la cause bosniaque et de la population assiégée de Sarajevo.

Ces deux puissances ont cru ainsi pouvoir saisir l'occasion de prendre les Etats-Unis à contre-pied. Mais c'était là sauter à pieds joints dans un piège tendu par les Etats-Unis pour donner à ces deux larrons une leçon magistrale.

Les Etats-Unis pouvaient alors lancer la troisième phase de leur offensive, la plus importante et déterminante, en

utilisant comme en février 1994, le prétexte des obus tirés sur le marché de Sarajevo qui ont fait cette fois une quarantaine de morts et une centaine de blessés. Ce sont encore ces images insoutenables d'horreur à la une des médias qui ont justifié la riposte de l'OTAN. Le prétexte de la réponse militaire apparaît cousu de fil blanc. Quand on sait que ces tirs ont été effectués juste sur la ligne de front séparant les armées serbes et bosniaques, on peut supposer qu'il s'agissait d'une «provocation» montée de toutes pièces.

(SUITE PAGE 4)

Sommaire

FRANCE

Des attentats terroristes à la terreur d'Etat	p.2
Campagnes anti-nucléaires, campagnes anti-ouvrières	p.2
Indigence et mendicité: faillite du capitalisme	p.2
Budget, «réformes»: des coups de poignard contre le prolétariat	p.3
Les syndicats minent le terrain de la lutte de classe	p.3
Les «intellectuels» va-t-en guerre de la bourgeoisie	p.4

CRISE ECONOMIQUE

La bourgeoisie cherche à masquer la crise de son système	p.5
Papeete: l'impasse des émeutes face à la misère	p.5
Volkswagen: réduction du temps de travail, chômage garanti	p.5

ATTQUES D'UN GROUPE PARASITE CONTRE LE CCI :

Le «CBG» fait le travail de la bourgeoisie	p.6
--	-----

LE PROLETARIAT D'EUROPE OCCIDENTALE

AU COEUR DE LA PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE	p.8
--	-----

Des attentats terroristes à la terreur d'Etat

«La France est en état de guerre contre le terrorisme», voici ce qu'en substance le chef de la bourgeoisie française, Chirac, a dit lors de l'émission télévisée «7 sur 7» le 10 septembre. En effet, depuis le 7/9/95, date d'un attentat perpétré contre une école juive à Villeurbanne, le plan Vigipirate a été mis en place. A la terreur des bombes islamistes, la bourgeoisie française répond par la terreur étatique. Après les CRS, c'est aujourd'hui l'armée qui vient en renfort assurer la «sécurité des français». Mais de quelle sécurité s'agit-il ?

Lorsque la bourgeoisie emploie un tel langage, il ne fait pas de doute qu'elle parle de son ordre à elle, de l'ordre capitaliste, et elle convie même la population à participer à son action anti-terroriste. Mais le prolétariat ne doit pas se laisser piéger par de tels discours, ne doit pas cautionner l'anti-terrorisme, car que ce soit à travers les attentats ou à travers le renforcement du quadrillage policier, c'est toujours lui qui est la principale victime.

De la terreur des bombes islamistes...

Il ne fait aucun doute que les attentats perpétrés à Paris et à Lyon sont liés à la situation algérienne. L'annonce des prochaines élections présidentielles, à la mi-novembre, ravive le conflit entre les différentes cliques bourgeoises. Tous les jours, les médias annoncent des attentats, des massacres, des attaques en tout genre. L'Algérie sombre dans l'horreur. Ce sont les civils, et les

ouvriers en particulier, qui sont les premières victimes. Que d'hypocrisie dans les propos de Chirac quand il dit que la France n'a aucune responsabilité dans ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée, qu'elle ne soutient ni l'Etat algérien ni les islamistes. Et pourtant, pour contrer l'avancée du FIS (influencé par les Etats-Unis), la France n'a pas d'autre choix que de soutenir, à bout de bras, les généraux algériens. La France, comme les Etats-Unis, a une responsabilité majeure dans la barbarie qui règne dans ce pays où on ne sait plus qui manipule qui, qui est avec qui. C'est le désordre politique le plus total où les terroristes de tout bord, des services secrets algériens aux différentes factions islamistes, font régner la loi des bombes et de la mitraille. C'est au GIA, la fraction islamiste la plus représentative de ce chaos, infiltré par différents services secrets, que sont attribués les premiers attentats de Paris. Son objectif est d'exporter sur le sol français la guerre civile algérienne. En mettant en évidence que le commando du GIA serait passé par la Bosnie, le gouvernement accuse les musulmans bosniaques et leur tuteur américain d'être impliqués dans ces attentats.

...au quadrillage de la population

Mais l'enquête policière des derniers attentats allait servir d'alibi à la bourgeoisie pour renforcer encore plus le quadrillage policier déjà mis en place. La menace ne vient pas seulement de l'extérieur des frontières, mais direc-

tement sur le territoire, dans les banlieues ouvrières. L'ennemi est montré du doigt : tout jeune maghrébin, chômeur, petit délinquant, proie facile pour la propagande islamiste devient un terroriste en puissance. La chasse au faciès peut commencer. C'est le ministre de l'intérieur, Debré, qui annonce les festivités : renforcement des contrôles policiers sur le territoire et aux frontières, banalisation des charters pour bouter le clandestin hors de France, lutte renforcée contre les sans papiers, doublement du nombre de reconduites à la frontière. Et pour rendre plus opérant l'action de la police sur le terrain, la bourgeoisie organise une psychose de l'attentat, ce qui lui permettra, au lendemain de celui de Villeurbanne, d'appeler l'armée pour des actions de surveillance aux abords des lieux sensibles (gares, écoles, grands magasins...) et aux frontières. Et ce n'est là que la première phase du plan Vigipirate, les autres sont sous le sceau du secret défense, dont une permet «une surveillance discrète du public». Ainsi, depuis le 25 juillet, 800 000 personnes ont été contrôlées, mais un mois plus tard, ces contrôles ont été renforcés : 3 à 4000 personnes et 700 voitures par jour contre 5 à 900 personnes en temps normal. Et la répression elle aussi s'est accrue : 60 à 90 personnes par jour sont interpellées pour situation irrégulière contre 20 en temps normal, et ce avec toutes les brutalités policières qui accompagnent ces interpellations (la mort d'un enfant à Sospel, le tabassage de deux ouvriers marocains à Marseille par des policiers). Et ce ne sont pas

seulement les Algériens qui sont visés, mais les travailleurs de différentes nationalités: des Africains, des Haïtiens... qui vivent dans la hantise d'être pris dans les mailles du filet de la terreur étatique.

En fait, au delà de l'intensification de la chasse aux travailleurs clandestins, l'objectif de la bourgeoisie est d'intimider l'ensemble de la classe ouvrière. Il faut habituer la population aux patrouilles policières dans les rues, à la présence de l'armée, aux appels à la délation, à l'affichage public des portraits de personnes recherchées par la police. Et tout le déploiement d'une telle panoplie répressive nécessite la soumission encore plus grande des médias aux ordres de l'Etat, une plus grande cohésion et efficacité des différents corps de répression (armée, justice, police). Il faut aussi la plus grande cohésion nationale et le gouvernement, dans son action anti-terroriste, a eu le soutien de tous les partis politiques, de la droite à la gauche. Quelle belle unité

contre le prolétariat ! Car en fait, l'argument de l'anti-terrorisme est un terrain idéal pour blinder l'Etat bourgeois contre son véritable ennemi : le prolétariat. Aujourd'hui, face aux tensions impérialistes qui ne peuvent que s'exacerber, et face surtout à un climat social lourd de mécontentement ouvrier, où les mesures d'austérité pleuvent, la bourgeoisie a peur. Il lui faut renforcer son Etat pour affronter le développement inévitable de la lutte de classe.

Les prolétaires sont non seulement placés sous la menace constante des bombes mais doivent encore subir un quadrillage policier permanent qui vient renforcer ce climat de terreur. Derrière cela, la classe dominante les pousse à se laisser intimider, à les paralyser, à s'en remettre à l'Etat-sécuritaire pour briser leur propre perspective de développement de lutte de classe, seule réponse possible face à l'Etat bourgeois et aux manifestations de sa terreur et de sa barbarie.

André

Campagne anti-nucléaire, campagne anti-ouvrière

Le premier tir de la série de huit essais nucléaires français a été l'occasion pour la bourgeoisie de renforcer sa pression médiatique et idéologique. Il faut dire que l'anniversaire des massacres atomiques d'Hiroshima et Nagasaki, occultés pendant des décennies, l'agitation autour de la bombe et en particulier des essais français, ont été orchestrés et entretenus tout l'été par l'intermédiaire de «Greenpeace». Nul étonnement donc à ce que la bourgeoisie, en France et au niveau international, ait profité de ce premier tir pour alourdir le matraquage, montrant du doigt l'«anti-France». Et la publicité a été de taille, depuis les manifestations largement médiatisées des écolo-pacifistes, en passant par les «émeutes» à Tahiti, jusqu'à la mobilisation tous azimuts de toutes les forces bourgeoises nationales.

Quels sont donc les objectifs d'un tel matraquage ?

Le premier est clairement une exploitation idéologique. La publicité qui est faite à cette affaire montre qu'il y a là un matériau riche que la bourgeoisie peut utiliser et qu'elle sait parfaitement utiliser. Il permet d'abord d'occuper le terrain à la rentrée, au moment où les attaques contre les conditions de vie, passées pendant les vacances, se font sentir. C'est alors que les médias nous font vivre le feuilleton haletant d'une course-poursuite puis d'une minibataille navale entre les bateaux de «Greenpeace» et la marine nationale. Ensuite, la bourgeoisie a pu ainsi remettre au premier plan le pacifisme bëlant comme soi-disant réponse à la guerre capitaliste (celle de l'ex-Yougoslavie en toile de fond). Mais surtout, il lui aura permis de poursuivre le toilettage de la gauche discréditée par dix ans de pouvoir en France. Il est en effet pour le moins émouvant de voir le PS participer à la «mobilisation contre la bombe». Sont-ce les mêmes qui manifestent aujourd'hui à la Bastille et qui dansaient au même endroit au soir du 10 Mai 1981? Soir qui ouvrait l'ère des septennats Mitterrand et l'ère de quatre vingt six essais nucléaires, et accessoirement, du torpillage du Rainbow

Warrior N°1! En tous cas, se sont les mêmes qui s'offusquent des essais de Chirac, qui ont mené la participation française à la boucherie de la guerre du Golfe et qui ont lancé hier, et soutiennent aujourd'hui, l'implication impérialiste française en ex-Yougoslavie. Ce sont effectivement les mêmes, épaulés par les BHL, les philosophes de pacotille, les curés avec Mgr. Gaillot en tête et autres Saint Bernard Kouchner de service, appuyés par les gauchistes, LCR en particulier, qui crient «non» à la bombe nucléaire mais applaudissent aux bombes (simplement «conventionnelles») que l'OTAN déverse sur les populations en Bosnie. Quant au PCF, il déclare qu'il faut condamner ces essais «inutiles pour la DEFENSE NATIONALE» et qu'ils sont «un mauvais coup pour...la FRANCE!», dans la droite ligne du nationalisme cocardier cher aux staliniens, alors qu'il n'avait trouvé rien à redire à ces essais quand la gauche était au pouvoir.

Ces essais sont donc clairement exploités par l'ensemble de la bourgeoisie CONTRE la classe ouvrière.

Leur réalisation contient en outre une signification impérialiste. C'est un message que l'impérialisme français adresse au monde et à ses «partenaires». La France utilise ces essais pour rappeler qu'elle fait bel et bien partie du club des puissances nucléaires officielles et conséquentes...et qu'il faudra bien en tenir compte ! Le message se fait encore plus fort et clair lorsqu'il s'agit de s'adresser à l'Allemagne, quand on voit Chirac mettre sur la table l'idée d'un «parapluie nucléaire européen» et que Juppé, dans la foulée, lance l'avertissement : «quant à l'Allemagne, elle doit garder à l'esprit ce que la France peut lui apporter qu'elle n'a pas...»; en l'occurrence la puissance atomique.

Mais pour les ouvriers, il doit rester clair qu'il ne s'agit que d'un piège. Et si le pacifisme et la gauche sont ainsi une fois de plus mis en vedette, c'est parce que la bourgeoisie sait posséder en eux des armes efficaces et éprouvées contre la classe ouvrière.

WH (08.09)

INDIGENCE ET MENDICITÉ

Une expression de la faillite totale du capitalisme

La classe dominante, ses médias aux ordres et ses curés nous assènent périodiquement un battage des plus hypocrite et cynique sur ceux qu'ils baptisent dorénavant «les exclus», les «fin de droits». Ils feignent de s'émouvoir de ce prétendu nouveau fléau social, masquant que c'est leur système pourrissant qui rejette ces millions de prolétaires de la production et les réduit de plus en plus à la mendicité, les broyant corps et âme dans un désespoir effroyable.

La bourgeoisie ne s'est jamais embarrasée de sentiments philanthropiques vis-à-vis de ceux qu'elle exploite. Dès la fin du XVIe siècle, «l'accumulation primitive» du capital s'est constituée par l'expropriation des paysans, chassés sauvagement de leurs terres pour être enrôlés de force dans les premières manufactures. Comme l'écrit Marx : «Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, la force brutale qui l'a toujours emporté.» (1) Mais «la création du prolétariat sans feu ni lieu (...) allait nécessairement plus vite que son absorption par les manufactures naissantes (...) Il en sortit donc une masse de mendiants, de voleurs, de vagabonds. De là (...) dans l'ouest de l'Europe, une législation sanguinaire contre le vagabondage. Les pères de la classe ouvrière actuelle furent châtiés d'avoir été réduits à l'état de vaga-

bonds et de pauvres. La législation les traita en criminels volontaires.» (id.) C'est ainsi qu'on les jeta en prison, qu'on les fouetta, qu'on les marqua au fer rouge, qu'on leur coupa l'oreille ou qu'on les exécuta pour insoumission au travail salarié ! C'est donc au prix de souffrances immenses, d'une barbarie inconnue jusque là dans l'histoire de l'humanité que les anciens producteurs de la société féodale sont devenus des prolétaires soumis à l'esclavage de l'exploitation capitaliste, «suant le sang et la boue par tous les pores» (ibid.)

Mais la situation des premières générations de prolétaires, si inhumaine soit-elle durant cette période ascendante du capitalisme, n'avait pas une signification aussi tragique, une perspective aussi catastrophique que celles auxquelles sont confrontés les ouvriers en cette fin du vingtième siècle. Le chômage même massif dans les moments de crise aigüe de cette période ascendante du capitalisme, n'était jamais de longue durée. Une nouvelle perspective de retrouver rapidement du travail existait et les conditions de développement du capitalisme permettaient d'arracher des améliorations substantielles et durables de leurs conditions d'existence. Aujourd'hui, rien de tel. Le capitalisme, depuis 80 ans maintenant, est rongé par sa crise de surproduction chronique et irréversible. Il est incapable de donner du

travail à des dizaines de millions d'être humains, de les intégrer dans la production, plongeant toute la société humaine dans une paupérisation absolue. C'est là la racine du développement exponentiel des miséreux, mendiants, sans abri et la signature définitive d'un système à l'agonie. La barbarie qu'il génère dorénavant au sein même des grandes métropoles, n'a rien à envier à celle d'autrefois et s'aggrave même : dislocation du tissu social, misère noire, le développement du nihilisme, la désocialisation progressive, le déracinement, l'isolement et la perte de l'identité de la communauté ouvrière, la chute fréquente dans la folie, la délinquance chez les plus jeunes et l'usage grandissant des drogues licites et illicites, la clochardisation et la mendicité qu'on interdit maintenant au coeur de certaines villes rendant responsables de leur situation, comme par le passé, ces prolétaires indigents qu'on a jeté au rebut. A travers eux, le capitalisme révèle son vrai visage barbare : la condition de ces laissés-pour-compte résume la condition générale de tout le prolétariat et l'avenir que le capitalisme au bout du rouleau réserve aux prolétaires, actifs ou au chômage, si, ensemble, ils n'engagent pas la lutte totale contre cette barbarie bourgeoise.

SB

(1) Karl Marx, «Le Capital» T.I, ch. XXVI, XXVIII, XXXI.

GRÈVES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les syndicats minent le terrain de la lutte de classe

Cet été, union nationale anti-terroriste et soutien à l'action guerrière de l'Etat français obligent, l'agitation syndicale n'avait pas beaucoup fait parler d'elle. Mais la bourgeoisie n'avait pas l'intention de laisser trop longtemps ses forces d'encadrement désertier le terrain social. Rattrapant le temps perdu, c'est donc une rentrée particulièrement spectaculaire que nous ont concocté les syndicats.

Gouvernement et syndicats préparent le terrain...

Pour cela, gouvernement et centrales syndicales se sont partagés le travail avec brio. Le coup d'envoi était d'abord donné avec l'épisode de la «démission» de Madelin. Les propos provocateurs de ce dernier sur «les privilèges des fonctionnaires» ont donné lieu à un tollé syndical bruyamment médiatisé, puis à la démission du vilain petit canard que les syndicats se sont empressés de faire passer pour un recul gouvernemental à mettre à leur actif. Le ton était donné : il importait que chacun voit dans les syndicats les meilleurs défenseurs de ces fameux «privilèges», qu'en langage syndical on appelle aussi les «acquis sociaux» ou encore les «statuts» des ouvriers du secteur public.

Sur le fond les propos de Madelin, préconisant une réduction du nombre des fonctionnaires et une remise en cause de leurs retraites, correspondaient bien aux arrière-pensées du gouvernement. Mais les bavardages puis la démission de l'ex-ministre des Finances avaient surtout pour but de préparer les esprits en focalisant l'attention sur le secteur public, en en faisant un cas à part s'opposant à celui des ouvriers du privé, alors que ce sont tous les travailleurs qui sont concernés par la vague d'attaques concoctées par le gouvernement (voir article ci-contre).

Du coup, l'annonce du gel des salaires de la fonction publique était d'emblée placée sous le sceau de cette opposition entre public et privé. Il ne restait plus qu'à faire entrer en scène les syndicats, qui ont répondu à l'appel comme un seul homme. Du jamais vu, depuis 10 ans : l'«union sacrée», comme tiraient les médias, entre tous les syndicats était décrétée, les «durs» de FO et de la CGT main dans la main avec la bande des quatre «mous» (CFDT, Autonomes, CFTC, CGC) et avec la FSU et la FEN, pour annoncer une «riposte massive et unie» sous forme de «grève générale» qui, aux dernières nouvelles, est annoncée pour le 10 octobre. Et chacun est prévenu : il ne s'agira pas d'une simple journée d'action, mais, avertit la CGT «d'une première riposte qui devra se prolonger jusqu'à ce que le gouvernement recule». Et tous de se gargariser du caractère «unitaire» de cette «riposte». Non seulement l'union syndicale mais aussi l'unité intersectorielle sont affichées, puisque, aux côtés des fonctionnaires stricto sensu, les ouvriers des entreprises publiques (EDF, Poste, France Telecom, SNCF, RATP) sont aussi conviés à la fête.

Est-ce à dire que ces saboteurs patentés de la combativité ouvrière, ces champions de la division, ces spécialistes des luttes saucissonnées, isolées, enfermées sur le secteur ou l'entreprise, auraient soudain changé de politique au point d'organiser réellement les conditions d'une riposte de classe massive et unie ? Qu'on ne s'y trompe pas. Derrière le verbiage combatif et unitaire, c'est encore un piège qui est dressé contre le développement de la combativité ouvrière.

Tout d'abord, derrière une apparente riposte à une attaque sur les salaires de tous les salariés de la fonction publique, concernant des millions d'ouvriers, c'est encore une mobilisation sur le terrain pourri de «la défense du secteur public» que sont de fait en train de concocter les syndicats. Ils nous font une réédition en un peu plus grand des manifestations des 30 et 31 mai dernier, où les ouvriers étaient conviés à défiler «pour le service public», pour défendre «leur entreprise d'Etat», c'est à dire leur patron, contre les privatisations, pour défendre enfin «leur» nation contre les directives maastrichtiennes de Bruxelles.

... au dévoiement de la lutte et à la division

Non seulement, tout a été fait pour que cette mobilisation dresse un mur d'opposition entre salariés du public et salariés du privé, en préparant les esprits à l'idée qu'il s'agit d'une lutte pour défendre «les privilèges» des fonctionnaires. Mais ceux qu'on appelle à la lutte vont se retrouver sur un terrain qui n'est pas le leur, et voir leur colère de classe dévoyée vers les thèmes les plus corporatistes de la défense du statut de telle ou telle entreprise publique et de l'opposition au «démantèlement du secteur public».

Ce n'est pas par hasard si parallèlement à la préparation du 10 octobre, on voit les syndicats s'agiter fébrilement à Air France, à la SNCF, et surtout à France Telecom. On sait déjà que les ouvriers de cette dernière sont appelés à participer à la journée du 10, sur le thème de la défense du statut de l'entreprise et contre les plans de privatisation «imposés par Maastricht».

En même temps, on remet à l'ordre du jour le thème de la «réduction du temps de travail», cher au PS, à la CFDT ou aux gauchistes de la LCR. Comme par hasard ce thème est à l'ordre du jour des négociations qui mettent aux prises les syndicats avec le ministre de la fonction publique J. Puech. On peut compter sur les syndicats pour en faire un autre cheval de bataille de leur fameuse «journée d'action», d'autant plus démobilisateur et diviseur qu'il place les ouvriers devant le faux choix : accepter un «aménagement du temps de travail» (lui aussi avancé au nom d'un «meilleur service public») prétendument créateur d'emplois, et l'attaque sur les salaires qui l'accompagnera, ou le refuser au nom de la défense «des acquis». Comme sur ce thème-là, les syndicats affichent les uns et les autres des positions opposées, il est clair qu'ils auront là de quoi faire de leur belle «mobilisation unitaire», une vaste opération de division et de déboussolement de la colère ouvrière.

Dans un tel cadre, le caractère prétendument «unitaire» et «massif» du programme concocté par les syndicats n'est que pure illusion. Tout d'abord, il ne faut surtout pas s'illusionner sur l'unité syndicale. Les syndicats ne sont «unis» que quand cela les arrange, quand cela est un moyen de saboter la mobilisation ouvrière. Quant au caractère «interprofessionnel» de leur action, au delà de l'opération de division entre ouvriers du public et du privé, cette grève générale sera encore un moyen de saucissonner la riposte ouvrière en déviant la lutte sur de faux terrains. On ne serait pas étonné de la voir déboucher sur une focalisation autour de France Telecom, EDF ou la SNCF, et dégénérer, en guise de «prolongement jusqu'au recul du

gouvernement», dans un long conflit épuisant pour «le statut» de l'entreprise.

L'attaque sur les salaires dans la fonction publique fait partie d'une offensive d'ampleur du gouvernement contre l'ensemble de la classe ouvrière face à laquelle celle-ci n'a pas d'autre choix que de se battre. Mais pour mener la riposte, les ouvriers doivent se rappeler que les syndicats sont leurs premiers ennemis, les obstacles majeurs dressés contre eux par la bourgeoisie, c'est pour-

quoi, il faut refuser de les laisser prétendre organiser la lutte. Une réelle lutte unie et massive est possible, mais elle ne se décrète pas avec une journée d'action, aussi «générale» soit-elle, aussi «unis» que se présentent les syndicats. Elle passe par la mobilisation sur les lieux de travail, la tenue d'assemblées générales où ce sont les travailleurs qui discutent et réfléchissent ensemble des moyens de la lutte, au lieu de laisser les syndicats se «charger de tout». Quelles sont les revendications qui nous unissent, comment prendre

contact avec des travailleurs d'autres secteurs, quelles leçons tirer des précédentes expériences du sabotage des syndicats ? Ce n'est pas un chemin facile, mais il n'y a pas de raccourci. Une assemblée, même si elle ne débouche pas sur une action immédiate, qui parvient à se prendre en charge, à faire avancer la réflexion sur les moyens de la lutte, fera mille fois plus avancer le combat ouvrier que toutes les journées d'actions syndicales du monde.

PE (23.09)

BUDGET 96, "REFORMES" DU GOUVERNEMENT

Une série de coups de poignards contre toute la classe ouvrière

Des «réformes» et un budget pour lutter contre les «privilèges». C'est le fil rouge de l'action économique et sociale mise sur pied par le gouvernement Juppé, sous l'impulsion du grand timonier Chirac. La lutte contre les privilèges, il s'agit en effet bien de cela, mais contre les prétendus privilèges de la classe ouvrière, contre ses intérêts, afin de la rendre encore plus taillable et corvéable à merci. Car ce sont les ouvriers qui ont le «privilège» d'avoir du travail qui sont visés d'abord en réalité.

Une attaque ciblée contre toute la classe ouvrière...

Tous les ouvriers, avec ou sans travail, sur tous les aspects de leurs conditions de vie, de travail, sont attaqués par le train de mesures que met en place le gouvernement (voir «RI» n° 247 et n° 248). C'est un véritable feu roulant, une avalanche d'attaques, qui s'abat sur nous. Après les augmentations de prix de l'été (voir RI n° 247 et n° 248), celles de 20 centimes du litre d'essence et de 3% du tabac ne sont elles-mêmes que le prélude à une série de hausses bien pires encore, comme les licenciements déjà annoncés cet été en préparent de plus massifs. Mais tout cela n'est rien, à côté de tout l'arsenal juridico-social que la bourgeoisie met en place, un arsenal qui va lui permettre de pressurer toujours plus fort la classe ouvrière et de la dépouiller comme jamais depuis 50 ans. Et en cela, la droite a pris d'excellentes leçons de la gauche et de ses treize ans de gouvernement «socialiste».

Ainsi, non content d'augmenter les impôts pour «au moins» trois ans, le gouvernement envisage d'élargir la CSG (impôt Rocard) à tous les revenus sans exception - allocations familiales, relèvement de la retraite pour enfants élevés, etc. -, venant frapper un nombre grandissant d'ouvriers et de familles ouvrières entières qui survivent à grand-peine de leurs maigres allocations. La «loi sur les finances» établie par Juppé va frapper plus durement les épargnants les plus modestes, les ouvriers et les retraités qui réussissent à mettre trois sous de côté, avec la taxation des livrets de caisse d'épargne jusqu'alors exemptés, des Codevi, des assurance-vie, etc.

La prétendue «réforme» de la Sécurité sociale, lancée sous le gouvernement «socialiste», signifie déjà elle aussi : baisse des retraites, diminution des prestations-santé et des moyens de se soigner, diminution des allocations

familiales bientôt versées aux «seuls ménages modestes» !

Ce sont aussi les couples d'ouvriers qui ont le «privilège» d'avoir du travail que l'augmentation (jusqu'à 40%) des loyers HLM va frapper, résultat de la taxation supplémentaire de 1000 francs par habitation, sous le prétexte d'aligner les loyers sur leurs revenus «trop importants».

... au chômage, dans la rue

Le «scandale» (dénoncé à cor et à cris par une gauche à qui revient le «mérite» d'avoir mis en place le traficotage des chiffres du chômage organisé à grande échelle) provoqué début septembre par la radiation abusive de 70 000 chômeurs de leurs droits aux indemnités-chômage, à cause d'«erreurs» du nouveau système de pointage, a désigné clairement que les ouvriers au chômage sont une nouvelle fois en ligne de mire. Il est clair que ce qui s'annonce pour les chômeurs qui ont encore le «privilège» de pointer à l'ANPE, ce sont des difficultés accrues, des restrictions supplémentaires pour accéder à leurs maigres indemnités et à leurs misérables «droits». Ainsi, le nouveau mode de calcul élimine de l'accès aux droits plus de 300 000 «demandeurs d'emploi» qui ont réussi à travailler 78 malheureuses heures dans le mois !

Ce sont aussi les RMistes, ces autres «privilegiés», qui sont montrés du doigt après Madelin par le ministre Raoult, dénonçant les «abus» chez ces 950 000 «profiteurs» des deniers publics. Le gouvernement est bien décidé à «re-garder au plus près comment ça se passe», et donc à renforcer les contrôles, en croisant par exemple les fichiers du service qui gère le RMI avec ceux qui organisent les différents stages et contrats-bidon. D'ores et déjà, deux catégories de RMI vont être mises en place, une pour les «cas désespérés» - et où commence un cas désespéré pour la bourgeoisie -, une autre soumise à un flicage encore plus serré.

Vers la précarité généralisée

L'objectif du gouvernement est clair ; il s'agit bien sûr de masquer dans un premier temps l'ampleur du chômage, mais aussi, au nom d'un toilettage de soi-disant irrécupérables «assistés», de remettre en cause tout le système des allocations-chômage et de «gestion» de la misère ouvrière, et par-delà, se débarrasser d'une masse grandissante d'ouvriers, en les poussant vers la clochardisation, en les jetant dans la misère la plus ignoble, en les faisant passer aux oubliettes de toute existence reconnue.

Mais c'est donc sur les «actifs», qu'il cherche à culpabiliser parce qu'ils ont le «privilège» d'avoir du travail, que le gouvernement accentue la pression.

Ainsi, l'aménagement du temps de travail, c'est-à-dire en réalité l'augmentation des cadences, du chômage partiel, de la précarité, bref la mise en condition d'être rendu toujours plus exploitable, est une des orientations de Barrot, ministre du Travail. Non plus seulement pour les seuls travailleurs du secteur privé, mais aussi pour ces «nantis» du secteur public, sur lesquels l'attaque a déjà commencé par le gel des salaires et le début de la révision du système de retraite. Et c'est sous le prétexte de «créer des emplois», de «lutter contre la précarité de l'emploi», que le gouvernement s'est donné pour objectif de réduire le temps de travail des ouvriers du secteur public, et donc leurs salaires.

Les syndicats, de concert avec le patronat, ne sont pas en reste. A leur manière plus hypocritement «sociale».

L'accord signé le 7 septembre directement par les syndicats et le patronat, qui permet le départ en retraite de travailleurs totalisant quarante ans de cotisations contre des embauches de «jeunes», et qui entrera en vigueur au premier octobre, fait partie de la même attaque en règle. Sous couvert de permettre la création de 100 000 emplois, ce système est une fumisterie écoeurante dont le but est multiple :

- tout d'abord alimenter une division et un climat de suspicion entre «jeunes» et «vieux» ouvriers, ces derniers étant priés de faire place aux jeunes ;

- diminuer encore les allocations-retraite, puisqu'elles seront ramenées dans ce cas-là à 65% du salaire brut moyen des douze derniers mois de travail ;

- enfin, augmenter brutalement la précarisation des ouvriers au travail, et permettre des licenciements déguisés ; car cet accord va impulser l'embauche d'ouvriers en CDD (Contrats à Durée Déterminée) du fait qu'il précise que, si le «sortant» est en CDD, l'entreprise n'est pas tenue d'embaucher.

Jusqu'alors, la bourgeoisie française était gênée pour imposer autant qu'elle le voulait des mesures anti-ouvrières par la présence du PS aux rênes de l'Etat. Aujourd'hui, avec le passage de celui-ci dans l'opposition, et donc avec le renforcement de toutes ses forces anti-ouvrières de gauche, la classe dominante a les mains libres pour lancer contre la classe ouvrière une offensive d'une brutalité inouïe, qui n'a encore jamais eu son égale depuis la deuxième guerre mondiale.

KW

EX-YOUGOSLAVIE

Les grandes puissances au premier rang de la barbarie impérialiste

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Les Etats-Unis ont immédiatement mobilisé les forces de l'OTAN en mettant au pied du mur le couple franco-britannique : " Vous voulez aider les Bosniaques ? Très bien. Nous aussi. Alors vous nous suivez, nous sommes les seuls à avoir les moyens de le faire, nous sommes les seuls à pouvoir imposer un rapport de force efficace aux Serbes. Nous l'avons déjà prouvé en réalisant en trois jours le dégagement de la poche de Bihac, à travers la reconquête de la Krajina, ce que vous n'avez pu accomplir pendant trois ans. Nous allons le prouver encore en libérant Sarajevo de l'état serbe, ce que votre FRR n'a pas réussi non plus à faire. Si vous vous dégonflez, si vous ne nous suivez pas, vous démontrerez que vous ne faites que du bluff avec vos rododendres guerriers, que vous n'êtes que des incapables et des brailleurs velléitaires et vous perdrez tout le crédit qui vous reste encore sur la scène internationale." Ce chantage ne laissait plus le moindre choix au tandem franco-britannique, que de participer à l'opération en étant contraint de bombarder ses alliés serbes, tout en replaçant la FRR sous le patronage direct de l'OTAN.

Derrière les frappes anti-serbes, le bras-de-fer des Etats-Unis envers les autres puissances impérialistes

La réponse de la bourgeoisie américaine s'inscrivait dans un scénario qui rappelle la guerre du Golfe. Le bombardement intensif de l'OTAN réaffirmait la suprématie américaine en s'adressant encore plus directement à toutes les autres grandes puissances.

La bourgeoisie américaine pouvait ainsi redorer en partie son blason auprès des Bosniaques et surtout refaire accréditer son leadership sur la scène internationale. De fait, pour cette dernière partie de l'opération, les Etats-Unis ont agi pour leur propre compte en contraignant tous ses concurrents impérialistes à se plier à leur volonté. Si l'aviation allemande a participé pour la première fois à une action de l'OTAN, c'est sans enthousiasme et en faisant grise mine. Placée devant le fait accompli du cavalier seul américain, la bourgeoisie allemande ne pouvait que suivre une action qui ne servait en rien ses projets.

De même, la Russie, principal soutien des Serbes, malgré ses bruyants renoncements et ses gesticulations (saisie du conseil de sécurité de l'ONU) face à la poursuite des bombardements de l'OTAN est apparue comme impuissante face à la situation qui lui était imposée.

A travers cette entreprise, les Etats-Unis ont marqué un point important. Ils sont parvenus à réaffirmer leur suprématie impérialiste en affichant leur supériorité militaire écrasante. Ils ont montré une fois de plus que la force de leur diplomatie reposait sur la force de leurs armes.

Ils ont démontré qu'ils étaient les seuls à pouvoir imposer une véritable négociation parce qu'ils étaient capables de mettre sur la balance la menace de leurs armes, avec un impressionnant arsenal guerrier derrière eux.

Ce que confirme cette situation, c'est que, dans la logique de l'impérialisme, la seule force réelle se trouve sur le terrain militaire. Quand le gendarme intervient, il ne peut le faire qu'en frappant encore plus fort que les autres puissances impérialistes ne peuvent le faire.

Le revers de la médaille du succès américain

Pourtant, le succès de la bourgeoisie américaine en imposant aux Serbes de desserrer l'état sur Sarajevo reste très relatif. Cette offensive se heurte à plusieurs obstacles et la force de frappe de l'OTAN n'apparaît que comme une pâle réplique de la guerre du Golfe.

Le premier réside dans la limite de la stratégie américaine elle-même qui n'est nullement intéressée à anéantir les forces serbes, dans la mesure où elle entend préserver le potentiel militaire de la Serbie pour pouvoir l'utiliser et le retourner ultérieurement contre la Croatie, qui reste le principal allié de son rival n° 1, l'Allemagne. De plus, une guerre à outrance contre la Serbie comporterait le risque d'envenimer les relations avec la Russie et de compromettre l'image de leur alliance privilégiée depuis la fin du bloc de l'Est avec le gouvernement d'Eltsine.

D'autre part, les Etats-Unis sont confrontés à une difficulté majeure qui souligne la faiblesse fondamentale de leur situation en Yougoslavie. Le recours à des changements de tactique successifs qui s'est traduit par leur soutien à la Serbie en 91, à la Bosnie en 92 et à la Croatie en 94 (sous condition de collaboration de celle-ci avec les forces bosniaques) démontre qu'ils ne peuvent disposer d'alliés attirés dans la région. Ils ont dévoilé quel était leur talon d'Achille en étant obligés de se déconsidérer pour reprendre le devant de la scène.

Un pays qui cherche un " protecteur " peut se demander ce que vaut désormais le soutien américain si la première puissance mondiale n'est pas capable de tenir ses engagements et peut ainsi, du jour au lendemain, trahir ses alliés.

Ces limites ont favorisé les manœuvres de sabotage des " alliés " contraints et forcés de marcher dans les raids américains, manœuvres qui se sont révélées quatre jours à peine après l'accord de Genève, qui aurait dû constituer le couronnement de l'habileté diplomatique américaine.

D'un côté, la bourgeoisie française s'est retrouvée en première ligne de ceux qui demandaient l'arrêt des bombardements de l'OTAN " pour permettre l'évacuation des armes lourdes par les Serbes " alors que l'ultimatum américain exigeait précisément l'inverse : l'arrêt des bombardements était conditionné par le retrait des armes lourdes des abords immédiats de Sarajevo.

De l'autre, alors que les Etats-Unis cherchaient à passer à un degré plus élevé de pression sur les Serbes de Bosnie en bombardant le quartier général de Karadzic à Pale, c'est la Forpronu qui lui a mis des bâtons dans les roues en manifestant des états d'âme et en s'opposant au déclenchement de bombardement prenant pour cible des " objectifs civils ".

L'accord de Genève signé le 8 septembre par les belligérants, sous l'égide

de la bourgeoisie américaine et laissant un simple strapontin aux autres membres du " groupe de contact " n'a constitué nullement un " premier pas vers la paix ", contrairement à ce que proclamait le diplomate américain Holbrooke.

Vers la guerre de tous contre tous et l'escalade de la barbarie

Le contenu de l'accord porte déjà avec lui de nouveaux affrontements : il stipule que la Bosnie est bien un Etat, avec des frontières reconnues, mais qu'elle est composée de deux entités (la Fédération croato-musulmane, issue des accords de Washington de mars 94, et la " République serbe ") qui pourront établir des " relations spéciales " avec la Croatie et la Serbie, c'est-à-dire les deux ennemis jurés du conflit actuel !

C'est directement à Washington qu'est prévue l'ouverture d'une négociation tripartite réunissant autour d'une même table pour la première fois depuis quatre ans toutes les parties serbes, croates et bosniaques.

La pression américaine se traduit parallèlement par le projet d'installer une force d'interposition forte de 50 000 hommes, la Peace Implementation Force, cette fois sous tutelle directe de l'OTAN, avec à sa tête un général américain, pour garantir et surveiller l'application d'un futur plan de paix.

Cette force, qui verrait l'éjection de la Forpronu et de la FRR, impliquerait encore des troupes européennes (françaises, anglaises, russes, ...) mais solidement encadrées par l'entrée massive de troupes américaines dans les Balkans (de 10 à 20 000 G.I.'s) (3).

Aucune illusion n'est possible. Jamais, avec l'intervention de l'OTAN, l'accumulation et la concentration d'engins de mort n'ont été aussi impressionnantes sur le sol yougoslave.

Malgré la cessation des bombardements et le recul des armes lourdes serbes, desserrant provisoirement l'état qui pèse sur Sarajevo, la guerre a redoublé d'intensité.

Profitant des difficultés serbes, l'offensive croato-musulmane au nord et au centre de la Bosnie permettant d'ouvrir un couloir vers Bihac, animée par les forces croates qui représentent de fait 85% des troupes a permis de reconquérir 5 000 km² sur les Serbes, soit 60% du territoire, et donc au delà du plan de paix. Cela place les Croates, grands bénéficiaires de l'opération en position de force.

Les nationalistes croates, encouragés par leurs succès militaires antérieurs et poussés par l'Allemagne, ne peuvent que chercher à affirmer leurs visées pour reconquérir la riche Slavonie orientale, région située au contact de la Serbie ; ils ont d'ailleurs clairement menacé de " recourir à d'autres méthodes " si aucune solution négociée n'était trouvée pour cette région d'ici le 30 novembre, date d'expiration du mandat de l'ONU en Croatie.

Quant aux dirigeants bosniaques, qui ont toutes les raisons de redouter être les laissés pour compte par le plan de paix actuel, ils ont bruyamment protesté contre l'insuffisance du recul im-

posé par l'OTAN aux Serbes autour de Sarajevo.

Ils récusent de même par avance tout statut ultérieur de partition de Sarajevo.

C'est pourquoi ils cherchent à poursuivre l'offensive militaire sur Prijedor et Banja Luka, malgré l'opposition des Etats-Unis et de l'ONU, et après même que les forces croates aient accepté de stopper leur avancée, en voulant démontrer que leurs troupes ont encore les moyens d'exercer une pression militaire sur le terrain.

La colère des Bosniaques est d'ores et déjà exploitée par la France et la Grande-Bretagne (voir le récent voyage d'Izetbegovic à Londres) qui ne peuvent que multiplier les tentatives pour saboter les plans américains.

C'est un nouveau cran qui est franchi dans l'escalade de la barbarie. Loin de s'orienter vers un règlement du conflit, ce sont au contraire vers des désordres

de plus en plus guerriers et sanglants que se dirige l'ex-Yougoslavie, sous l'action " musclée " des grandes puissances. Le déblocage de la situation en Bosnie, à travers l'initiative américaine n'a fait qu'ouvrir une nouvelle boîte de Pandore, favorisant l'émergence d'un engrenage guerrier de plus en plus incontrôlable.

CB (20/09)

(1) Lire dans la Revue Internationale, n°82, 3e trimestre 1995, l'article " Plus les grandes puissances parlent de paix, plus elles sèment la guerre ".

(2) R.I. n° 275, sept. 1995.

(3) Des nouvelles récentes font état de la volonté de la France et de la Grande-Bretagne de porter chacune le nombre de leurs troupes sur le terrain à 15 000 hommes. Cette surenchère correspond évidemment à la volonté de ces deux puissances de ne pas se laisser totalement supplanter sur le terrain par les Etats-Unis.

La bourgeoisie française fait donner l'infanterie de ses "intellectuels"

Tandis que, sur le terrain, les troupes de la FRR sont réduites à la portion congrue et contraintes de jouer les forces d'appoint de l'aviation US, la brigade des intellectuels et « artistes » hexagonaux est sur le pied de guerre et prête à en découdre. Kouchner et Bernard-Henri Lévy, qui ont déjà pas mal de campagnes idéologiques guerrières à leur actif, se sont adjoints un « vétéran » en la personne de l'abbé Pierre. Ariane Mnouchkine, l'égérie stalinienne de la révolution bourgeoise théâtralisée, avait établi son QG en un lieu au nom prédestiné : la Cartoucherie, où elle recevait les meilleurs représentants de l'impérialisme français. De Jospin à Rocard, en passant par Jack Lang et son ministre de tutelle culturel Douste Blazy, bon nombre de nos « stratèges » ont fait le déplacement. Et jusqu'à Izetbegovic, chef d'Etat de la Bosnie en guerre !

Il serait fastidieux d'énumérer tous ceux qui ont répondu présents à l'appel de la vindicte guerrière, mais ils sont tous là : socialistes de tous courants, stalinien « dans la ligne » (comme Hermier) et « rénovateurs » (comme Ralite et Fiterman), Verts de toutes chapelles (de Voynet à Blandin).

Un grand pas a été franchi depuis que, voilà trois ans, le ministre Kouchner, puis Mitterrand, allèrent jouer les héros à Sarajevo. A l'époque, il ne s'agissait officiellement que de réclamer la paix pour les populations civiles, les femmes, les enfants victimes des « snipers ». Aujourd'hui, nos vaillants intellectuels et politiciens de gauche veulent la guerre, l'intervention armée massive des puissances occidentales.

Oh ! Bien sûr l'alibi humanitaire est maintenu ... pour la forme. C'est pour sauver des vies humaines que les avions lâchent leurs bombes, que les canons lancent leurs obus. C'est pour leur propre bien-être que l'on tue et massacre les civils. Bref, c'est pour « rétablir la paix » que l'on doit faire la guerre.

Mais attention ! Une guerre juste, qui prend la défense des pauvres victimes contre leurs agresseurs, avant que les victimes d'aujourd'hui ne se transforment demain en agresseurs.

Mais toute cette misérable mascarade n'est pas une nouveauté. Dans les années 30 déjà, la bourgeoisie française avait mis à contribution tous ses intellectuels et artistes hexagonaux pour participer à faire passer la guerre civile espagnole pour un affrontement entre le prolétariat d'Espagne et sa bourgeoisie. Tout ce que le PCF et la gauche comptaient alors de « compagnons de route » dans les arts et des lettres, leur servit de faire-valoir, de caution « intellectuelle » pour demander « des armes pour l'Espagne ». L'histoire a montré que la véritable fonction de ces « armes pour l'Espagne » a été :

- de faire passer ce prélude à la 2ème guerre mondiale que fut la guerre d'Espagne pour un assaut révolutionnaire ;
- de massacrer des millions de prolétaires, de la péninsule ibérique mais aussi de toute l'Europe, après les avoir embrigadés dans la défense de la « Révolution espagnole » ;
- et de venir parachever la défaite du mouvement révolutionnaire des pays centraux, ouvrant la route au deuxième holocauste mondial.

Si la situation de la classe ouvrière n'est heureusement pas la même aujourd'hui qu'alors, la manœuvre est bel et bien de même nature. La bourgeoisie cherche, en utilisant ces comédiens subventionnés et appointés par l'Etat, ces sergents recruteurs, à alimenter sa propagande de mort pour mieux associer le prolétariat à ses projets impérialistes. Ce que tous ces gens-là nous disent, c'est qu'il y a une paix possible dans le capitalisme, et que pour atteindre cette paix ... il faut participer aux guerres de la bourgeoisie, et en attendant, accepter les sacrifices.

Yorik

La bourgeoisie cherche à masquer la faillite du système capitaliste

Alors que la classe ouvrière en Europe subit de plus en plus privations et licenciements, les médias aux ordres s'évertuent à colporter le mensonge de la " reprise " et l'idée d'un " mieux-être ". Or, contrairement à toutes les dernières estimations prévoyant une amélioration durable, les " experts " sont contraints aujourd'hui d'annoncer que le climat économique international va " se refroidir ". Sur le front des monnaies et de la finance, l'instabilité persiste et les secousses comme celles qu'on a connues, avec la chute du Peso, ne peuvent que se reproduire avec plus de violence. C'est l'ensemble du système monétaire international qui se lésarde.

Durant l'été dernier, face à l'aggravation de la crise économique, les grandes banques centrales (des Etats-Unis, Japon, Allemagne et de Suisse) sont intervenues sur le marché des changes, pour soutenir le dollar. Cette initiative concertée des grandes banques a été présentée par les médias comme une politique " enfin raisonnable ", permettant de consolider la " reprise ". Or, l'unanimité de façade très ponctuel des argentiers s'avère aujourd'hui n'avoir été qu'un coup d'épée dans l'eau, puisqu'à la fin du mois de septembre, le dollar a rechuté brutalement, provoquant une secousse monétaire et un recul simultané sur l'ensemble des places boursières.

Il est clair que chacun y a laissé des plumes. L'intervention de la Bundesbank, par exemple, n'aura pas

permis de doper les exportations allemandes, pénalisées par un Mark trop fort. Quant aux Etats-Unis, qui ont longtemps affiché avec arrogance leur politique du " dollar faible " (voir RI n°245), ils voient maintenant leur monnaie étalon menacée par les valeurs refuges que sont le Yen et le Mark. Le geste des grandes banques n'a fait ici qu'encourager la spéculation !

La fragilisation extrême des pays périphériques

L'effet de contagion a pris une allure de cataclysme dans les pays du tiers-monde. Depuis le choc subi par la chute de la monnaie mexicaine, l'Amérique latine se retrouve particulièrement fragilisée. Et si l'effet «tequila», c'est-à-dire la répercussion de la crise sur toutes les places financiè-

res de la région, n'a pas pris la forme redoutée de l'exemple mexicain, la situation n'en est pas moins préoccupante.

D'après le «classement des pays à risques», établi chaque année par le «Nord-Sud export conseil» (destiné aux exportateurs banquiers et investisseurs), les chutes les plus fortes concernent six pays d'Amérique Latine, dont le Mexique, le Venezuela et le Brésil. Un pays comme l'Argentine, qui est placé au dixième rang de ce classement par les investisseurs, se retrouve en seizième position au regard des banquiers, «compte-tenu des aléas monétaires à court terme». (1)

Mais ce qui est significatif, c'est que le Mexique lui-même, quoi qu'en disent les discours bourgeois sur une prétendue " convalescence ", poursuit sa voie dans la récession; ceci, malgré le remède " de cheval " qu'a constitué le plus grand prêt historique du FMI. Au Brésil, par effet de choc, le système bancaire traverse également une période tourmentée et voit une quinzaine de ses banques, dont la Banco Economico (une des plus importantes du nord du pays), acculées à la banqueroute faute de " liquidités ". Quoi d'étonnant à cela, quand on sait qu'au premier trimestre le PIB a reculé de 3,9% et la production manu-

facturière de 6,5% en juillet (2) ! Et la situation pourrait être pire si les banques n'étaient intervenues massivement. Le mythe des pays «miraculés» a désormais vécu. Rien d'étonnant donc à ce que la bourgeoisie s'attende à affronter de nouvelles catastrophes. C'est ce qu'illustre le FMI, qui se prépare à " affiner les mécanismes collectifs d'intervention " (3) afin de tenter d'anticiper les futurs incendies.

Les pays centraux touchés en plein coeur par la crise

Cette situation dramatique s'explique surtout par le fait que le coeur du capitalisme est lui-même touché de plein fouet. En effet, dans les pays développés, l'état de l'économie n'est guère plus reluisant, puisque la croissance s'est globalement ralentie. Ainsi, l'économie allemande stagne, malgré les lourds sacrifices demandés aux ouvriers (en particulier l'impôt de «solidarité» représentant 7,5% du revenu), sacrifices qui ne feront que brider encore plus la consommation et accroître la crise. Mais surtout, pour la première puissance mondiale, les Etats-Unis, il en va de même, avec à la clé la menace de récession et la persistance d'un endettement global gigantesque. De même, le Japon connaît la descente aux enfers : les faillites bancaires sèment localement la panique et les mesures de relance s'avèrent inefficaces.

Dans ce contexte, toutes les initiatives ponctuelles de baisse des taux d'intérêts ne peuvent être que très limitées, compte tenu des déficits publics et de l'endettement généralisé des Etats, sous peine de relancer... l'inflation ! Dans la majorité des pays, les déficits continuent de se creuser, alors même que la pression fiscale ne cesse d'augmenter. Le capitalisme en faillite, croulant sous le poids de la surproduction et de la dette, ne peut donc plus permettre un véritable élargissement du parc industriel et la création d'emplois. C'est pour cette raison que l'investissement ne décolle plus. Les rares capitaux investis, le sont à des fins spéculatives ou dans le seul but de gagner en productivité, c'est-à-dire dans celui de pressurer encore plus féroce-ment la classe ouvrière.

La crise économique, qui vient encore de s'accroître brutalement, n'est donc pas finie. Le pire est devant nous !

Pris dans la spirale de la récession, l'Etat bourgeois ne peut que tailler à la hache dans les ressources «peau de chagrin» de la classe ouvrière. Les sacrifices toujours plus grands exigés par la classe dominante font que le prolétariat n'a pas d'autre choix que celui de riposter, afin de freiner le rythme des attaques, mais surtout, de préparer les conditions utiles au renversement du capitalisme.

WH (23 septembre)

- (1) «Le Figaro» du 20.09.95
 (2) «Les Echos» du 08-09-95
 (3) «Libé» du 22-08-95

Stopio

PAPEETÉ

Les émeutes sont une impasse pour le prolétariat

Les émeutes qui ont secoué la Polynésie sont l'expression du désespoir d'une population réduite dans sa grande majorité à la misère, au chômage non indemnisé. Dans ces conditions, il a été utile à la bourgeoisie que les cliques indépendantistes et syndicalistes locales se vantent d'avoir allumé la mèche, pour en faire une révolte exotique.

Ces révoltes de la misère n'ont rien d'«exotiques» ni de «périphériques». Elles sont la claire expression de la faillite totale du capitalisme, pas seulement dans les pays ou les régions sous-développés, mais partout dans le monde, et toujours plus ouvertement dans les pays «riches». Elles montrent la voie que trace ce système à l'agonie pour une humanité dont les quatre cinquièmes crèvent de faim.

Tout le battage fait par la bourgeoisie autour de cette violence désespérée a justement servi, dans un premier temps, d'écran de fumée pour masquer cette réalité. On nous a donc exhibé des forces de l'ordre «débordées» par des «milliers de chômeurs» (assura la presse bourgeoise) et des flics violemment frappés au sol par ces barbares ; et les caméramen des télévisions du monde entier pouvaient filmer à loisir les dégâts à Papeete : magasins défoncés, voitures brûlées, l'aéroport de l'aa en morceaux. Le gouvernement français a tout simplement laissé faire pour mieux envoyer ensuite des escouades de brutes en uniforme tabasser les manifestants.

Il est clair que les émeutiers n'avaient rien à faire de la bombe à Chirac ni des revendications indépendantistes des notables locaux. Mais cela n'a pas empêché les écologistes de se servir d'eux pour alimenter la campagne antinucléaire ici, en «métropole», contre la classe ouvrière, et pour chercher à semer la confusion. De même, en faisant emprisonner des syndicalistes désignés comme les meneurs, le gouvernement est venu les auréoler du statut de meilleurs défenseurs des opprimés, non seulement pour là-bas, mais aussi et surtout pour les ouvriers ici.

Car, plus fondamentalement, l'étalement d'une telle émeute a permis à la classe dominante d'entretenir une campagne pour dénaturer la lutte de classe. La «leçon médiatique» avait pour but de faire croire que le combat du prolétariat contre l'Etat capitaliste ne peut prendre que la forme impuissante de l'émeute destructrice, stérile et sans lendemain. Les interviews téléguidées de «pauvres» qui disaient que «ça devait péter» venaient conforter l'idée que le seul moyen de se défendre, de se battre pour nos conditions de vie, c'est la casse de voitures et de téléviseurs, le saccage d'une ville, la violence désordonnée de populations exaspérées.

La véritable lutte de classe, que la bourgeoisie voudrait amalgamer à ces explosions sociales sans perspective, n'a rien à voir avec cela. Seules les assemblées générales, les manifestations, le combat conscient et organisé du prolétariat peut mener à la destruction de l'Etat capitaliste.

FAY

VOLKSWAGEN

La réduction du temps de travail, c'est le chômage garanti

L'entreprise phare en Allemagne, Volkswagen, vient de signer avec le syndicat IG Metall un accord sur le temps de travail et les salaires. Cet accord est un marché de dupes et un piège pour les ouvriers de Volkswagen, dans la droite ligne de l'accord déjà signé par les mêmes fin 1993, dont l'ensemble de la bourgeoisie nous avait rebattu les oreilles.

Souvenons-nous : en 1993, pour sauver 30 000 emplois, la direction de Volkswagen et le syndicat IG Metall avaient signé un accord sur la réduction de la semaine de travail à 4 jours. Cet abaissement de 20% du temps de travail trouvait sa «contre-partie» dans une baisse de 10 à 16% des revenus ouvriers. Tous les syndicats européens nous avaient alors abreuvé à l'époque de cette solution-miracle au chômage qui, preuve à l'appui, allait faire tâche d'huile dans toute l'économie allemande et européenne ; des centaines de milliers d'emplois pouvaient être sauvés avec, en prime, une réduction du temps de travail, plus de «temps libre», une soi-disant «solidarité» ouvrière remise au goût du jour pour «seulement» 10 ou 20% de fric en moins et le gel des salaires. Presque le bonheur, quoi !

La bourgeoisie accentue son attaque

Mais, voilà, le miracle n'en est pas un. C'est au contraire un véritable traquenard pour la classe ouvrière. Six mois après cet accord, la direction reparlait de licenciements, certains tom-

baient effectivement. La garantie de l'emploi était déjà remise en cause.

Aujourd'hui encore, l'accord obtenu de «haute lutte» par le syndicat IG Metall pour la poursuite de cette expérience d'une semaine de 4 jours est une poursuite et une aggravation de l'attaque sur les conditions de vie et de travail des ouvriers. Les 9700 salariés des six usines Volkswagen devront à nouveau payer de «quelques sacrifices» la prétendue «protection» de cet emploi : réduction de moitié des pauses, soit une augmentation du temps de travail d'une demi-heure par semaine (non rémunérée), primes pour les samedis ouvrés passant de 50 à 30%, possibilité de travailler certaines semaines jusqu'à 38,8 heures (la direction demandait même de pouvoir monter jusqu'à 48 heures !) en fonction de la demande du marché capitaliste.

Mais derrière ces sacrifices salariaux eux-mêmes, l'essentiel n'est en rien réglé : la question du chômage, que la bourgeoisie tente de repousser au second plan, reste la perspective. Des dizaines de milliers d'emplois sont toujours en vue, et la fameuse «garantie de l'emploi illimitée» va être renégociée fin 97, avec à la clé de nouveaux licenciements et des attaques salariales toujours plus fortes.

Les syndicats la font passer

«Les salariés ont obtenu un nouveau répit, et, dans le contexte actuel, c'est déjà un bel acquis.» (un leader d'IG Metall) En clair, les sacrifices pour un

emploi non garanti sont des acquis pour les ouvriers ! «Estimez-vous heureux !», proclament les syndicats.

Mais les syndicats ne se contentent pas de ces belles déclarations. Ils ont mis sur pied toute une stratégie de déboussolement et d'éparpillement des travailleurs de Volkswagen. Ainsi, le 5 septembre, ils organisaient des débrayages de quelques heures dans toutes les usines du groupe, les uns après les autres, avec des manifestations-bidon dans lesquelles les ouvriers étaient canalisés autour de leur usine, donnant l'illusion de la mobilisation qui permettrait de «faire plier» la direction, alors que l'essentiel de la pseudo-victoire était déjà négocié entre syndicats et direction.

En fait de mobilisation, c'est l'impuissance et la division qu'a organisées l'IG Metall, dans un partage du travail avec la direction de Volkswagen. Et sur fond de cette manoeuvre, les syndicats se sont efforcés sournoisement de faire passer les ouvriers qui refusaient ces «accords» pour des «égoïstes privilégiés». Que ce soit en Allemagne, en France où la bourgeoisie met en place la même politique de «réduction du temps de travail», comme ailleurs, la classe ouvrière doit rejeter ces mesures que la gauche et les syndicats sont les premiers à faire passer pour des «avantages». Les beaux discours, les paroles mielleuses sur le «temps libre» ou le «partage du travail», sont autant de pièges pour faire payer la crise aux ouvriers, toujours plus cher.

Stopio

Le "Communist Bulletin Group" fait le travail de la bourgeoisie

Dans sa *Revue Internationale* numéro 82 et dans sa presse territoriale, le CCI a publié des articles sur son 11ème congrès. Ces articles informent le milieu révolutionnaire et la classe ouvrière de la lutte politique qui a eu lieu récemment dans le CCI pour l'établissement d'un fonctionnement marxiste réel à tous les niveaux de notre vie organisationnelle. Au centre de ce combat se situait le dépassement de ce que Lénine appelait « l'esprit de cercle ». Cela requiert, en particulier, la liquidation des groupements informels basés sur des fidélités personnelles et sur l'individualisme petit-bourgeois, ce à quoi Rosa Luxemburg se référait comme des « tribus » ou des « clans ».

Les articles que nous avons publiés situaient le combat actuel dans la continuité de ceux menés par les marxistes contre les bakounistes dans la 1ère Internationale, par les bolchéviks contre le menchévisme dans le Parti russe, mais aussi par le CCI tout au long de son histoire. En particulier, nous affirmons la base anti-organisationnelle petite-bourgeoise des différentes rup-

tures qui ont eu lieu dans l'histoire du CCI, et qui n'étaient ni motivées ni justifiées par des divergences politiques.

Elles étaient le résultat de comportements organisationnels non marxistes, non prolétariens, de ce que Lénine appelait aussi l'anarchisme de l'intelligentsia et de la bohème littéraire.

Un problème de tout le milieu prolétarien

Si nous avons publié un compte-rendu de nos débats internes dans notre presse, ce n'est pas par exhibitionnisme, mais parce que nous sommes convaincus que les problèmes que nous avons rencontrés ne sont pas du tout spécifiques au CCI. Nous sommes convaincus que le CCI n'aurait pu survivre s'il n'avait éradiqué de ses rangs des concessions à des idées anarchistes sur les questions organisationnelles. Nous voyons que le même danger menace le milieu révolutionnaire dans son ensemble. Le poids des idées et des comportements de la petite-bourgeoisie, la résistance à la discipline organisationnelle et aux principes collectifs, ont affecté tous les groupes à un niveau plus ou moins élevé. La rupture de la continuité organique avec les organisations révolutionnaires du passé pendant les cinquante ans de contre-révolution, l'interruption du processus de transmission de l'expérience organisationnelle

inappréciable d'une génération marxiste à la suivante, ont rendu les nouvelles générations de militants prolétariens de l'après-68 particulièrement vulnérables à l'influence de la petite-bourgeoisie révoltée (mouvements étudiants, contestataires, etc).

Aussi, notre lutte actuelle n'est pas une affaire interne au CCI. Les articles sur le congrès ont pour but la défense de l'ensemble du milieu prolétarien. Ils constituent un appel à tous les groupes marxistes sérieux pour clarifier la conception prolétarienne du fonctionnement et pour faire connaître les leçons de leur lutte contre la désorganisation petite-bourgeoise. Le milieu révolutionnaire comme un tout a besoin d'être beaucoup plus vigilant vis-à-vis de l'intrusion des modes de comportement étrangers au prolétariat. Il a besoin d'organiser consciemment et ouvertement sa propre défense.

L'attaque du parasitisme contre le camp prolétarien

La première réaction publique à nos articles sur le 11e congrès est venue, non pas du milieu prolétarien, mais d'un groupe qui lui est ouvertement hostile. Sous le titre « Le CCI atteint Waco », le soi-disant « Communist Bulletin Group » (CBG), dans son 16e et dernier *Bulletin* n'a pas honte de dénigrer les organisations marxistes, dans la meilleure tradition bourgeoise.

« Salem ou Waco auraient été des lieux appropriés pour ce congrès particulier. Alors qu'il serait tentant de railler ou de ridiculiser ce congrès-procès truqué où, entre autre, Bakounine et Lassalle furent dénoncés comme étant 'pas nécessairement' des agents de la police et Martov caractérisé "d'anarchiste", le sentiment dominant est une grande tristesse de voir qu'une organisation autrefois dynamique et positive en soit réduite à ce triste état. »

« Dans la meilleure tradition stalinienne, le CCI a alors procédé à la réécriture de l'histoire (comme il l'a fait après la scission de 1985), pour montrer que toutes les divergences majeures (...) ont été provoquées non pas par des militants ayant des avis divergents sur une question, mais par l'intrusion d'idéologies étrangères dans le corps du CCI. »

« Ce que le CCI ne peut pas saisir c'est que c'est sa propre pratique monolithique qui pose problème. Ce qui s'est sans doute passé au 11e congrès est simplement le triomphe bureaucratique d'un clan sur un autre, une empoignade pour le contrôle des organes centraux, ce qui était largement prévi-

si, tâche primordiale des révolutionnaires, est présentée comme un moyen de briser les « opposants ». Les méthodes de clarification des organisations prolétariennes - débat ouvert dans toute l'organisation, publication de ses résultats pour informer la classe ouvrière - deviennent la méthode du « lavage de cerveau » des sectes religieuses.

Ce n'est pas seulement l'ensemble du milieu révolutionnaire d'aujourd'hui qui est attaqué ici. C'est toute l'histoire et les traditions du mouvement ouvrier qui sont insultées.

En réalité, les mensonges et les calomnies du CBG sont tout à fait dans la ligne de la campagne de la bourgeoisie mondiale sur la prétendue mort du communisme et du marxisme. Au centre de cette propagande, se trouve une seule idée qui porte en elle le plus grand mensonge de l'histoire : la rigueur organisationnelle de Lénine et des bolchéviks conduit nécessairement au stalinisme. Dans la version du CBG de cette propagande c'est le bolchévisme du CCI qui conduit « nécessairement » à son prétendu « stalinisme ». Evidemment, le CBG ne sait ni ce qu'est le milieu révolutionnaire, ni ce qu'il en est du stalinisme.

Ce qui a provoqué la frénésie petite-bourgeoise du CBG c'est, encore une fois, la façon résolue, indubitable avec laquelle le CCI a affirmé sa fidélité à

l'approche organisationnelle de Lénine. Nous pouvons rassurer tous les éléments parasites : plus la bourgeoisie attaque l'histoire de notre classe, plus nous affirmerons fièrement notre fidélité au bolchévisme.

En déversant des ordures sur l'avant-garde prolétarienne, le CBG a démontré une fois de plus qu'il ne fait pas partie du milieu révolutionnaire, mais qu'il y est opposé. Le fait que le CCI ait mené le combat organisationnel le plus important de son histoire ne l'intéresse pas le moins du monde.

En soi, il n'y a rien de nouveau à ce que les révolutionnaires qui défendent la rigueur organisationnelle contre la petite-bourgeoisie soient attaqués, et même dénigrés. Marx devint l'objet d'une campagne de toute la bourgeoisie à cause de sa résistance à l'Alliance de Bakounine. Lénine a été personnellement insulté à cause de son opposition aux menchéviks en 1903 : pas seulement par les réformistes et les opportunistes avérés, mais même par des camarades tels que Trotsky. Mais personne, au sein du mouvement ouvrier, ni Trotsky ni même les réformistes, n'a jamais parlé de la lutte de Marx ou de Lénine dans les termes employés par le CBG. La différence est que la « polémique » du CBG a pour but la destruction du milieu révolutionnaire, pas seulement du CCI.

La nature du parasitisme

Nous allons décevoir le CBG qui déclare que le CCI traite ceux qui sont en désaccord avec lui d'agents de la police. Bien que le CBG soit en « désaccord » avec nous, nous considérons qu'ils ne sont ni des espions ni une organisation bourgeoise. Les gens du CBG n'ont pas une plate-forme politique bourgeoise. Programmatiquement, ils adhèrent même à certaines positions prolétariennes. Ils sont contre les syndicats et le soutien aux luttes de « libération nationale ».

Mais, si leurs positions politiques tendent à leur éviter de rejoindre la bourgeoisie, leur comportement organisationnel leur interdit toute participation dans la vie du prolétariat. Leur activité principale consiste à attaquer les groupes marxistes révolutionnaires. Le *Communist Bulletin* n° 16 l'illustre parfaitement. Depuis plusieurs années, le groupe n'a rien publié. L'éditorial du n° 16 nous informe : « C'est un secret de polichinelle que depuis au moins deux ans, l'organisation a cessé de fonctionner de façon significative (...) et n'a de groupe que le nom. »

Le groupe prétend qu'après une telle inactivité et une telle insignifiance organisationnelle, il a tout à coup produit un nouveau « bulletin » dans le but d'informer le monde qu'il avait décidé de... cesser d'exister ! Mais il est clair qu'en réalité, la vraie raison de sa publication était d'attaquer encore une fois le CCI et son congrès. Il est révéla-

teur que le n° 16 ne s'attaque pas à la bourgeoisie : par exemple, il n'y a pas de défense de l'internationalisme prolétarien face à la guerre des Balkans. C'est tout à fait dans la lignée des 15 précédents numéros qui étaient aussi essentiellement consacrés à calomnier les groupes prolétariens. Et nous sommes sûrs qu'en dépit de leur dissolution annoncée, ils continueront à faire de même. En fait, l'abandon de leur prétention à être un groupe politique leur permettra de centrer encore plus exclusivement leur travail nuisible et d'allié objectif de la bourgeoisie sur le dénigrement du camp marxiste.

L'existence de groupes qui, bien que n'étant ni mandatés ni payés par la bourgeoisie, font cependant, de leur plein gré, une partie du travail de la classe dominante, est un phénomène hautement significatif. Dans le mouvement marxiste, nous appelons de tels gens des parasites, des vampires vivant sur le dos des forces révolutionnaires. Ils n'attaquent pas le camp marxiste par allégeance au capital, mais du fait de leur haine aveugle et impuissante du mode de vie de la classe ouvrière, la nature collective et impersonnelle de cette lutte. De tels éléments petits-bourgeois et déclassés sont motivés par un esprit de vengeance vis-à-vis d'un mouvement politique qui ne peut se permettre de faire des concessions à leurs besoins individuels, à leur soif de gloire, de flatteries et de pompe.

La trajectoire du "CBG"

Workers Organisation (CWO) et se rapprocha du CCI vers la fin des années 1970. Dans les discussions à cette époque, nous critiquions le fait qu'ils voulaient entrer dans le CCI « en tant que groupe » plutôt qu'individuellement. Cela présentait le risque qu'ils forment une organisation au sein de l'organisation, sur une base non politique, affinitaire et menaçant ainsi l'unité organisationnelle prolétarienne. Nous condamnions aussi le fait que, en quittant la CWO, ils avaient emmené une

partie de son matériel - en violation des principes révolutionnaires.

Au sein du CCI, le groupe essaya de maintenir son identité informelle séparée, malgré le fait que la pression, au sein d'une organisation internationale centralisée, pour soumettre chaque partie au tout a été beaucoup plus forte que dans la CWO. Cependant, « l'autonomie » des « amis » qui formeront plus tard le CBG a pu survivre du fait qu'au sein du CCI d'autres regroupements du même type, les restes des cercles à partir desquels le CCI s'était formé, continuaient d'exister. Cela est particulièrement le cas de notre section britannique, World Revolution, que les ex-membres de la CWO ont rejoint, et qui était déjà divisée par l'existence de deux « clans ». Ces clans devinrent rapidement un obstacle à l'application pratique des statuts du CCI dans toutes ses parties.

Quand le CCI, aux alentours de cette période, a été infiltré par un agent de l'Etat, Chénier, membre du parti socialiste français de Mitterrand qui, après son exclusion du CCI, rejoignit le parti, la section britannique devint la cible principale de ses manipulations. Comme résultat de ces manipulations, et avec la découverte de l'agent Chénier, la moitié de notre section britannique quitta le CCI. Aucun d'entre eux n'a été exclu, contrairement aux assertions du CBG. (1)

Les ex-membres de la CWO, qui démissionnèrent à cette époque, formèrent alors le CBG.

La suite de notre article paraîtra dans le prochain numéro de "RI". Cette seconde partie illustrera les dangers du parasitisme et poursuivra sur la trajectoire du CBG. Ainsi, nous mettrons en évidence l'attitude parasitaire et destructrice de ces éléments vis-à-vis du milieu révolutionnaire. Nous élargirons le problème à celui de la nécessité de reconnaissance par les groupes révolutionnaires du danger mortel que représente le parasitisme politique, et donc de la nécessité d'un combat intransigeant et d'une lutte sans merci contre toutes ses formes et expressions.

KR.

(1) Contrairement à ce que dit le CBG, de toute l'histoire du CCI, un seul individu a été exclu de notre organisation, Chénier, que nous avons dénoncé dans notre presse comme individu « trouble et louche ».

Il fallait donc des faits exceptionnels et des arguments sérieux et graves pour prendre une telle décision lourde de conséquences. Indépendamment de son attitude de double langage, de duplicité, de manœuvres et de création d'une organisation dans l'organisation, Chénier a été et demeure un agent de l'Etat bourgeois : il est aujourd'hui responsable du « secteur social » pour le compte de la Mairie et du Parti socialiste d'une grande ville française, dans des quartiers « à risques », et ce travail sert directement à contrôler d'éventuelles révoltes de jeunes sans travail.

Il a été aussi, depuis son exclusion du CCI, un défenseur des syndicats, d'abord à la CGT, d'où il a été exclu, avant d'entrer à la CFDT. Voilà quel aventurier bourgeois préfère encore aujourd'hui défendre le CBG pour, par contre, traîner dans la boue les organisations révolutionnaires dont le CCI ! Mais enfin, on a les amis que l'on mérite ! Nous, nous préférons choisir nos ennemis.

Il y a, en effet, une frontière de classe entre le CBG qui patauge avec Chénier dans le marigot pestilentiel des hommes de main « troubles et louches » de la bourgeoisie, et le milieu politique prolétarien dont fait pleinement partie le CCI.

VIE DE L'ORGANISATION

AVIS AUX LECTEURS

Nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir nous excuser pour nos changements d'adresse successifs. Suite à des questions techniques, nous ne possédons pas encore de boîte postale définitive.

Tout le courrier envoyé au cours du mois de juillet et d'août risque d'avoir été perdu, il faut donc nous réexpédier un double à l'adresse suivante :

Révolution Internationale
Librairie "La Boulangerie"
67 rue de Bagneux -
92120 Montrouge.

Nous indiquerons très bientôt notre adresse définitive. C'est pourquoi, nous demandons aux lecteurs d'être attentifs aux indications que nous fournirons dans nos prochains numéros du journal.

Il en est de même pour le libellé du C.C.P. et pour l'instant nous demandons d'envoyer les chèques rédigés avec la seule mention : à l'ordre de Didier Van Celst.

Vient de paraître

Courant Communiste International
Revue
Internationale / 83
4ème trimestre 1995 15ff / 100 fb

Ex-Yougoslavie
UN NOUVEAU CRAN DANS L'ESCALADE
GUERRIERE

50 ans après
HIROSHIMA, NAGASAKI
OU LES MENSONGES DE LA BOURGEOISIE

Friedrich Engels
IL Y A CENT ANS DISPARAISAIT
UN GRAND "FORGERON DU SOCIALISME"

Révolution allemande, III
L'INSURRECTION PRÉMATURÉE

Réponse au BIPR, II
LES THÉORIES SUR LA CRISE HISTORIQUE
DU CAPITALISME

Parasitisme politique
LE "CBG" FAIT LE TRAVAIL DE LA BOURGEOISIE

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de «RI» ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen) : 315 ; M. (Réunion) : 40 ; D. (Le Havre) : 30

Paris : Réunion publique du 16 septembre : Couturier : 50 ; P. : 200 ; DB : 20 ; Chr. : 200 ; PiD. : 200 ; LC : 10 ; Al : 200 ; MG : 100 ; Isa : 30 ; JM : 50 ; Br. : 50 ; Hu : 30 ; Ju : 30 ; Pé : 20..

Tours : Permanence du 26 août : Aboulafia : 100 ; GP : 200.

Total : 1875

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les **réunions publiques**, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME :

Face à la guerre et à la misère capitalistes, le prolétariat d'Europe occidentale au coeur de la perspective révolutionnaire

BORDEAUX

Réunion publique le samedi 28 octobre à 16h, au "Café des Arts", 138, cours Victor Hugo.

GRENOBLE

Permanence le samedi 14 octobre à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet (face à la gare).

Vente de la presse le samedi 14 octobre de 10h30 à 11h30 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Vente de la presse les dimanches 1er et 15 octobre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine

LYON

Permanence le vendredi 20 octobre à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 4 novembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

Permanence le mardi 17 octobre de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

Vente de la presse les samedis 14 octobre et 18 novembre de 11h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 21 octobre à 17 h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-

Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les vendredis 6 octobre et 3 novembre à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse tous les deuxièmes mardis du mois, à la station du tramway, place du commerce, de 17h15 à 18h.

PARIS

Permanence les samedis 14 et 28 octobre de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy..

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 27 octobre à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la

Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 6 octobre, 20 octobre et 3 novembre, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 8 et 15 octobre, de 10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 14 octobre à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.

Vente de la presse tous les deuxièmes samedis du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-des-corps, place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Lepneveu

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^{te}-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre C^o La-Mayenne

« Maison de la Presse » -

place de La-Trémoille

LEHAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n° 84, Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

« La Proue » -

15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » -

rue de la République

MONTPELLIER :

Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud

NANTES :

« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

« FNAC » - Forum des Halles

« La Boulangerie » - 67, rue

de Bagneux (Montrouge)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

TOURS :

« Librairie » - 104, rue Colbert.

Nous ne déposons plus la presse à la Librairie "Parallèle" à Paris. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs qui s'y fournissaient jusque là et nous les encourageons à s'abonner directement auprès de la rédaction du journal. Nous communiquerons très rapidement d'autres points de ventes dans le quartier.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm -
SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-
BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
Allemagne

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution,
avec la mention : W.R./C.I.

BROCHURES

La décadence du capitalisme (15 F + 8F/18F pour frais d'envoi)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I. (15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe (15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition) (15 F + 8 F/18F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de D. Van Celst à adresser pour le moment à l'adresse suivante :

Revolution Internationale
Librairie "La Boulangerie"
67 rue de Bagneux -
92120 Montrouge.